

Sébastien Thouvenot
Avocat - Eversheds LLP

1. **Nom de famille :** Thouvenot
2. **Prénoms:** Sébastien
3. **Date de naissance :** 22 mars 1975
4. **Nationalité :** française
5. **Etat civil :** marié, 3 enfants
6. **Diplômes :**

Institutions	Barreau de Paris, Paris, France Université de Droit, Montpellier, France Université de Droit, Grenoble, France
Diplômes obtenus	Prestation de serment, février 2003 Doctorat, septembre 2002 Diplôme d'études approfondies Droit international, juin 1998 Maîtrise droit public, juin 1997

7. Connaissances linguistiques :

Langue	Lu	Parlé	Ecrit
Français	1	1	1
Anglais	1	1	1
Allemand	3	3	3

8. Associations professionnelles :

UNIDA – Association pour l'Unification du Droit des Affaires en Afrique

Commission Ouverte du Barreau de Paris - Section Afrique

CIAN - Comité des Investisseurs en Afrique Noire

9. Autres compétences :

- Spécialisé en droit OHADA sur lequel il a effectué sa thèse de doctorat, il a co-écrit deux ouvrages dont le « Le droit uniforme africain des affaires issu de l'OHADA » réédité chez Litec en 2008 ainsi que de nombreux articles de doctrine. Il est responsable d'une chronique sur le droit des affaires en Afrique à la *Revue de Droit des Affaires Internationales*.

- Spécialisé en matière de PPP et de grands projets d'infrastructures il est co-auteur d'un ouvrage « Pratique des Partenariats Public-Privé » réédité chez Litec en 2009.

- Il a été chargé de travaux dirigés en droit public et en droit international à l'Université de Savoie et a enseigné un module à l'Université de Montpellier au Master 2 « Contrats Publics et Partenariats » sur les PPP.

10. Situation présente :

Sébastien Thouvenot est « associate » (Avocat Senior) au sein du bureau d'Eversheds à Paris et membre des départements « Projets Internationaux » et « PPP ».

Il conseille de nombreux opérateurs pour leurs investissements en Afrique et intervient également lors de grands projets de libéralisation des marchés en Afrique, privatisations, concessions/BOT. Il conseille des gouvernements et entités étatiques pour des réformes institutionnelles, en particulier touchant le droit OHADA ou les partenariats public-privé.

Il intervient également en matière corporate et commerciale particulièrement dans le secteur du pétrole et du gaz, des mines, de l'énergie, des télécommunications et des infrastructures en Europe et en Afrique des opérateurs publics ou privés ainsi que des banques, institutions financières internationales et fonds d'investissements.

11. Années d'ancienneté auprès de l'employeur : 8

12. Qualifications principales : voir point 10.

13. Expérience spécifique dans la région :

a. Réformes institutionnelles

Projets	Description et Date
Togo	Privatisation de deux banques (BTD et BTCI) sur financement de la Banque Mondiale.
Mali-Sénégal	Etude institutionnelle pour déterminer le meilleur cadre de partenariat public/privé permettant aux Etats de financer ou de participer au financement des infrastructures de la ligne ferroviaire Dakar/Bamako.
Mali	Etude institutionnelle pour la réorganisation des secteurs de l'eau et de l'électricité et la renégociation des contrats de concession y afférents.
Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie	Harmonisation du droit des affaires pour l'East African Community : - Revue du droit des affaires existant ; - Identification de secteurs prioritaires à harmoniser ; - rédaction des projets de lois d'harmonisation.
Madagascar	Rédaction d'un projet de loi sur les Partenariats Public/Privé à Madagascar sur financement de la Banque Africaine de Développement. Rédaction du cadre réglementaire d'application dont celui relatif à la création d'une entité PPP.
Cameroun	Traduction des Actes Uniformes OHADA en anglais pour le compte du Programme National de Gouvernance du Cameroun sur un financement de la Banque Africaine de Développement : - Recensement du vocabulaire juridique ; - Critique des traductions existantes ; - Réécriture des traductions ; - Elaboration d'un projet de loi.
Centrafrique	Mise en conformité du droit national centrafricain au droit uniforme de l'OHADA et réciproquement sur un financement de l'Union Européenne: - Recensement des dispositions nationales à harmoniser ou abroger ;

Projets	Description et Date
	<ul style="list-style-type: none"> - Réécriture des textes du droit uniforme de l'OHADA en remplaçant les termes génériques de ce droit par les termes juridiques, judiciaires et administratifs centrafricains ; - Recensement des dispositions à prendre en droit interne (pénal et non pénal) pour rendre applicables certaines dispositions du droit uniforme. <p>Cette mission fera l'objet d'un atelier national de restitution en présence des interlocuteurs clefs de la réforme. Cet atelier a fait ensuite l'objet d'un rapport de synthèse et l'élaboration d'un projet de loi.</p>
Iran	<p>Revue critique et réécriture du projet de Code de Commerce iranien pour le compte de l'International Finance Corporation (projet FIAS):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Droit des sociétés ; - Droit commercial ; - Droit des faillites ; - Droit des sûretés.
OHADA	<p>Revue critique et réécriture de l'Acte Uniforme OHADA sur le droit commercial pour le compte de l'International Finance Corporation (projet FIAS).</p>
RDC	<p>Conseil du gouvernement congolais (COPIREP) sous financement de la Banque Mondiale (IDA) pour la mise en conformité du droit congolais avec les Actes Uniformes de l'OHADA (En cours).</p>
RDC	<p>Conseil du gouvernement congolais (BCECO) sous financement de la Banque Mondiale (IDA) pour la réforme du cadre juridique relatif aux sûretés (2007).</p>
RDC	<p>Conseil du gouvernement congolais (COPIREP) sous financement de la Banque Mondiale (IDA) pour la formation de 450 juristes au droit OHADA en vue de l'adhésion du pays au Traité (2005).</p>
Cameroun	<p>Conseil du gouvernement camerounais (PNG) sous financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la mise en conformité du droit des affaires camerounais avec le Traité et les Actes Uniformes OHADA (2006 - En cours).</p>
Cameroun	<p>Conseil du gouvernement camerounais sur financement de la Banque Mondiale (ESMAP) pour la mise en place d'un cadre réglementaire relatif à l'électrification rurale (2007).</p>
Niger	<p>Conseil du gouvernement nigérien (PDSF) sous financement de la Banque Mondiale (IDA) pour la réforme du droit des sûretés et sa mise en conformité avec le droit OHADA (2006).</p>
Mali	<p>Conseil du gouvernement malien (PDSF) sous financement de la Banque Mondiale (IDA) pour la réforme du droit des Sûretés au Mali et sa mise en harmonie avec le droit OHADA (2003). Séminaire de restitution pour la mise en place des préconisations (2005).</p>
Maroc	<p>conseil du gouvernement marocain sur financement de la Banque Mondiale (ESMAP) pour la mise en place d'un cadre réglementaire sur l'énergie éolienne (2007).</p>
Maroc	<p>Conseil du gouvernement marocain pour l'audit de treize délégations touristiques dans le monde entier (En cours).</p>

b. Projets Miniers

Sénégal	Conseil d'une société australienne cotée pour la revue des documents de financement pour l'exploitation d'une mine d'or au Sénégal (2008).
RDC	Conseil d'une société australienne cotée : Rédaction de JVs, cession de permis, opinions sur la validité des permis d'exploitation, création d'entités locales et suivi corporate, suivi des obligations minières (2006-2007).
RDC	Conseil d'une société australienne cotée pour la revue de titres miniers d'exploitation en vue d'une introduction à l'AIM (2006).
Mauritanie	Conseil d'une société minière étatique dans le cadre d'un audit juridique relatif à son organisation interne puis la mise en œuvre d'un plan d'actions (2005-2006).
RDC, Mauritanie, Sénégal, Mali et Rwanda	Conseil d'une société sud-africaine : Rédaction de JVs, acquisition et cession de permis, opinions sur la validité des permis, création d'entités locales et suivi corporate, suivi des obligations minières, listing au JSE (En cours).

c. Energie

Mali	Conseil du gouvernement du Mali pour une étude institutionnelle sur la réorganisation des secteurs de l'eau et de l'électricité.
RDC	Assistance à un producteur d'électricité sud africain dans le cadre d'une concession pour l'exploitation d'une usine hydroélectrique et la distribution d'électricité en République Démocratique du Congo ainsi que pour la mise en place de structures sociétaires et de contrats locaux. Conseil pour la renégociation du contrat dans un cadre précontentieux (2002-en cours).
Mali	Assistance d'un opérateur dans un appel d'offres pour un contrat de concession d'un barrage hydroélectrique au Mali avec mise en place des garanties (2001).

d. Pétrole et gaz

Côte d'Ivoire, Kenya, Cameroun, Sénégal, Gabon, Réunion, Tanzanie	Conseil d'une société pétrolière pour l'acquisition d'un réseau de stations services dans 7 pays pour un montant de 200 millions USD (2006).
Gabon	Conseil d'une société pétrolière pour l'acquisition d'un réseau de stations services (2007).
Mauritanie	Conseil d'un opérateur pétrolier pour un audit de la législation interne et la rédaction d'une opinion pour des contrats de partage de production (2005).
Cameroun	Assistance dans le cadre d'un audit juridique pour l'acquisition d'un réseau de 60 stations services (2005).
Guinée Equatoriale	Conseil pour la négociation d'un pacte d'actionnaires et la création d'une joint venture en Guinée Equatoriale agissant dans le secteur pétrolier (2004).
Algérie et Tunisie	Assistance d'une société cotée britannique dans le cadre d'appels d'offres internationaux pour la gestion de réseaux de distribution de gaz (2004).

Kazakhstan	Conseil pour la création d'une joint venture et de succursales agissant en qualité de société de services parapétroliers entre une société pétrolière américaine et une société locale (2003).
Côte d'Ivoire	Assistance d'un consortium d'investisseurs dans le cadre d'un contrat de ROT relatif à la réhabilitation et l'exploitation d'une raffinerie (2002).
France	Conseil pour l'acquisition d'un réseau de stations services (2003 - 2004).
Benin, Burkina Faso, République Centrafricaine, Mali, Niger, Sénégal & Tchad	Création d'un réseau de distribution pétrolière en Afrique subsaharienne: - création d'entités locales; - rédaction d'accords de joint venture; - acquisition de sociétés pétrolières (2001-2003).

e. Financements

Côte d'Ivoire	Conseil d'un fonds d'investissement pour le financement d'une participation dans une société de télécommunications pour un montant de 30 millions euros (2007).
Afrique	Conseil d'une institution financière internationale pour la création d'un fonds de 150 millions USD dédié à des projets de partenariat public/privé dans la santé en Afrique (En cours).
Mozambique	Conseil d'un opérateur pour la structuration de son investissement relatif à la construction et l'exploitation de plusieurs hôtels (2006).
Côte d'Ivoire	Conseil d'une banque Sud Africaine pour le financement d'une participation dans une société de télécommunications (2008).
Algérie	Conseil d'un fonds d'investissement au Qatar pour l'achat de biens immobiliers en Algérie (En cours).
Maroc	Conseil d'un fonds d'investissement britannique pour l'acquisition de biens immobiliers au Maroc (2007).
Afrique	Assistance à un groupe bancaire pour la mise en place de deux financements de projets de satellites de télécommunications. Le travail impliquait également le déploiement d'infrastructures terrestres dans toute l'Afrique (2007).
France et Afrique	Conseil pour la mise en place d'un fonds d'investissement de 30 millions d'euros destiné au refinancement d'institutions de microfinance en Afrique (2005-2006).
Congo	Assistance d'un fonds d'investissement agissant en Afrique Centrale pour le financement de sociétés agissant dans la distribution de médicaments au Congo (2004).
France et Italie	Assistance d'un actionnaire dans le cadre de la réorganisation d'une Joint Venture créée pour la conduite des études et travaux relatifs à la liaison ferroviaire Lyon-Turin (2003).
Burkina Faso	Assistance d'un fonds d'investissement pour la réorganisation de sa participation dans une société internationale de téléphonie mobile (2003).
Madagascar	Conseil de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour le financement de la mise en concession du réseau de chemin de fer nord à Madagascar. Cette mission comprenait la rédaction de sûretés, la revue du contrat de financement et du protocole d'accord ainsi que la rédaction d'une lettre d'opinion (2003 - 2004).

Cameroun	Assistance d'un fonds d'investissement au Cameroun pour le financement des stocks d'une usine de distribution de produits alimentaires dans la sous-région. Structuration du schéma et rédaction des contrats et garanties (2002).
Côte d'Ivoire	Assistance auprès d'un consortium d'investisseurs pour l'acquisition (par MBO) d'une société agissant dans le secteur agro-alimentaire en Côte d'Ivoire (2002).
Côte d'Ivoire	Assistance d'un fonds d'investissement pour le financement de la mise en concession d'activités d'assistance au sol et en escale d'un aéroport (2002).
Afrique	Assistance à un opérateur de téléphonie sans fil pour l'acquisition de quinze sociétés africaines de télécommunications dans le cadre d'un appel d'offres (2001).

14. Expériences Professionnelles :

Date: (mois/année)	Depuis février 2001
Lieu	Paris
Cabinet d'avocats	Eversheds LLP (anciennement Frere Cholmeley Eversheds)
Fonction	Juriste puis Avocat (depuis février 2003)
Activité	Projets internationaux et PPP.

Date: (mois/année)	De septembre 1999 à septembre 2001
Lieu	Chambéry
Université	Université de Savoie
Fonction	Assistant chargé de cours
Activité	Droit constitutionnel Droit international

15. Autres informations pertinentes

a. Publications :

i. Ouvrages

- « Les partenariats public/privé: évaluer, choisir, monter et suivre son contrat de PPP », *Litec*, Juin 2006 (avec François Lichère, Boris Martor et Gilles Pédini).
- « Le droit uniforme africain des affaires issu de l'OHADA », *Litec*, Juillet 2004 (avec Boris Martor, Nanette Pilkington et David Sellers).
- « Business law in Africa: OHADA and the harmonization process », GMB Publishing, 2ème édition, 2007 (avec Boris Martor, Nanette Pilkington et David Sellers).

ii. Thèse

- « L'ambivalence de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires », Doctorat, Université de Montpellier, Septembre 2002.

iii. Articles

OHADA

- « L'appel public à l'épargne au sein de la CEMAC et de l'UEMOA par une société étrangère à l'espace OHADA », *Cahier de droit de*

l'entreprise, janvier-février 2010 (Sébastien Thouvenot et Emilie Aubriot)

- « Adhésion de la République Démocratique du Congo à l'OHADA », *Cahier de droit de l'entreprise*, janvier-février 2010 (Sébastien Thouvenot et Aude-Marie Cartron)
- « L'OHADA au service du private equity en Afrique », *Fusions & Acquisitions*, Mai 2008 (avec Boris Martor).
- « Droit des Etats membres et normes OHADA : de l'opportunité et de la méthode d'une mise en conformité » ; *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Janvier 2007 (avec Pauline de la Bouillierie).
- « Actualités 2006 sur le développement du droit OHADA » ; *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Octobre 2006.
- « Pérenniser le succès de l'OHADA : pistes de réflexion », *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Mars 2006 (avec Frédérique Chiffлот-Bourgeois et Laurent Ben Kemoun).
- « Les perspectives et modalités d'adhésion de nouveaux Etats à l'OHADA : l'exemple de la RDC », *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Septembre 2005 (avec Boris Martor).
- « Les innovations de l'OHADA en matière d'arbitrage », *J.C.P - Entreprises et Affaires (Cahiers du droit de l'entreprise)*, Octobre 2004 (avec Nanette Pilkington).
- « L'uniformisation du droit des affaires en Afrique par l'OHADA », *J.C.P - Entreprises et Affaires (Cahiers du droit de l'entreprise)*, Octobre 2004 (avec Boris Martor).
- « Business Law in Africa : OHADA Harmonisation supports Africa's Development, *International Highlights* (revue de la Law Society), Mai 2004 (avec Boris Martor).
- « L'appel public à l'épargne et les acteurs des marchés financiers dans la zone OHADA », *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Novembre 2002 (avec Boris Martor).
- « La fusion des sociétés issues du droit OHADA », *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Février 2002 (avec Boris Martor).

PPPs / Concessions

- « La définition du partenariat public/privé à la lumière du droit communautaire et du droit anglais », *Cahiers de droit de l'entreprise*, Septembre 2006.
- « Comment prévenir et régler les conflits dans le cadre d'un contrat de partenariat ? », *Cahiers de droit de l'entreprise*, Septembre 2006 (avec Yves Pons).
- « Comment tirer partie du dialogue dans la passation du contrat de partenariat », *Cahiers de droit de l'entreprise*, Septembre 2006 (avec Boris Martor).

- « Le contrat de partenariat : la nouvelle alternative aux modes traditionnels d'achat public », *JCP - Administrations et Collectivités territoriales*, Juillet 2004 (avec Boris Martor).
- « Un nouveau souffle pour les partenariats public/privé ? », *Banque Magazine*, Mai 2004 (avec Boris Martor).
- « Le contrat de partenariat ou la renaissance du PPP à la française », *Revue de Droit des Affaires Internationales / International Business Law Journal*, Avril 2004 (avec Boris Martor).
- « Le contrat de partenariat public/privé va-t-il relancer le financement de projets publics en France ? », *Option Finance*, Février 2004 (avec Boris Martor).

Divers

- « La réglementation des changes dans la Zone Franc », *Cahiers Juridiques et Fiscaux de l'Exportation*, Décembre 2001 (avec Boris Martor).
- « Le régime juridique des investissements étrangers au Qatar », *Cahiers Juridiques et Fiscaux de l'Exportation*, Mars 2001 (avec Boris Martor et Nanette Pilkington).

b. Formations et séminaires

- « Les partenariats public/privé à l'international et le financement de projet », Master Contrats Publics et Partenariats, Faculté de Droit de Montpellier, mai 2006, avril 2007, Janvier 2008.
- « Actualité de l'OHADA », Formation *Lexis-Nexis*, Juin 2007.
- « Les problématiques d'uniformisation de l'OHADA », Séminaire organisé au cabinet Eversheds, Paris, Octobre 2007.
- « Actualité des Partenariats Public Privé », Banque Scalbert Dupont, Lille, Décembre 2006.
- « Perspectives d'adhésion des Etats anglophones de common law à l'OHADA », Rentrée solennelle du barreau de Paris, Paris, Novembre 2006.